Dixième Année. — N° 52 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 29 Avril au 4 Mai 1905.*

Les Temps Nouveaux

POUR LA FRANCE
Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 PARIS-V^e^

La Réaction en 1790 et 1791, **Pierre Kropotkine.**
Crocs et Griffes, **A. Martin.**
La Prospérité américaine, **Laurent Casas.**
A nos lecteurs, **J. Grave.**
Mouvement social : **Ch., Rousset-Galhauban, E. Poulain, D., P. Delesalle, F. Cas, V. Clenet, R. Froment, A. Klémencic.**
Variétés : L'A B C de l'Astronomie (*suite*), **F. Stackelberg.**
Bibliographie, **J. Grave.**
Correspondances et communications.
Convocations.
Petite Correspondance.
Table des Matières.

LA RÉACTION EN 1790 ET 1791

Suite (1).

II

Le 21 juin 1791, le roi avait essayé de s'évader. Il se rendait en Allemagne, pour s'y mettre à la tête des émigrés et, soutenu par une armée allemande, marcher sur Paris. La capitale une fois reconquise, on sait ce que les royalistes se proposaient de faire. Ils allaient arrêter tous les « patriotes » : les listes de proscription étaient déjà dressées. Ils allaient exécuter les uns, déporter ou enfermer les autres; abolir tous les décrets votés par l'Assemblée pour établir la Constitution, ou contre le clergé; rétablir l'ancien régime avec ses ordres et ses classes; réintroduire à main armée et au moyen d'exécutions sommaires les dîmes, les droits féodaux, les droits de chasse et toutes les redevances foncières de l'ancien régime.

Tel était le plan des royalistes : ils ne s'en cachaient même pas. — « Attendez, Messieurs les patriotes », disaient-ils à qui voulait les entendre; « bientôt on vous fera payer vos crimes. »

Le peuple, nous l'avons dit, déjoua ce plan. Le roi fut arrêté à Varennes, ramené à Paris, et placé sous la surveillance des patriotes des faubourgs.

* *

On aurait cru que maintenant la Révolution allait suivre à pas de géant son développement logique.

La trahison du roi une fois prouvée, on allait, n'est-ce pas, proclamer la déchéance, renverser les vieilles institutions féodales, inaugurer la république démocratique?

Eh bien, il n'en fut rien. Au contraire, c'est la réaction qui triompha définitivement un mois après la fuite de Varennes, et la bourgeoisie s'empressa de délivrer à la royauté un nouveau brevet d'immunité.

Le peuple avait de suite compris la situation. Il était évident qu'on ne pouvait plus laisser le roi sur le trône. Réintégré dans le château, il allait reprendre la trame de ses conspirations et comploter d'autant plus activement avec l'Autriche et la Prusse. Empêché désormais de quitter la France, il ne mettrait sans doute que plus de zèle à accélérer l'invasion. C'était de toute évidence; d'autant plus qu'il n'avait rien appris. Il continuait de refuser sa signature aux décrets qui s'attaquaient à la puissance du clergé et aux prérogatives des seigneurs. Il fallait donc le détrôner, prononcer de suite la déchéance.

C'est ce que le peuple de Paris et d'une bonne partie des provinces comprit très bien. A Paris, on se mit, dès le lendemain du 21 juin, à démolir les bustes de Louis XVI, et à effacer les inscriptions royales. La foule envahit les Tuileries; on parlait en plein air contre la royauté, demandant la déchéance. Quand le duc d'Orléans fit sa promenade dans les rues de Paris, le sourire aux lèvres, croyant y pêcher une couronne, on lui tourna le dos : on ne voulait plus de roi. Les Cordeliers demandèrent ouvertement la république et signèrent une adresse, dans laquelle ils se déclaraient tous contre les rois — tous « tyrannicides ». La Commune de Paris fit une déclaration dans le même sens. Les sections de Paris se déclarèrent en permanence; les bonnets de laine et les hommes à piques reparurent dans les rues : on se sentait à la veille d'un nouveau 14 juillet. Le peuple, en effet, était prêt à se mettre en mouvement pour renverser définitivement la royauté.

L'Assemblée Nationale, sous l'impulsion du mouvement populaire, marcha de l'avant. Elle procéda comme s'il n'y avait plus de roi. N'avait-il pas abdiqué, en effet, par sa fuite même? Elle s'empara du pouvoir exécutif, donna des ordres aux ministres, et prit en ses mains les rapports diplomatiques. Pendant une quinzaine de jours, la France vécut sans roi.

* *

Mais voici que la bourgeoisie se ravise, se dédit et se met en opposition ouverte au mouvement républicain. L'attitude de l'Assemblée change dans le même sens. Alors que toutes les Sociétés populaires et fraternelles se prononcent pour la déchéance, le club des Jacobins, composé de bourgeois étatistes, répudie l'idée de république et se prononce pour le maintien de la monarchie constitutionnelle. — « Le mot de république épouvante les fiers Jacobins », dit Réal à la tribune de leur club. Les plus avancés d'entre eux, y compris Robespierre, ont peur de se compromettre; ils n'osent pas se prononcer pour la déchéance, ils parlent de calomnie quand on les appelle républicains.

L'Assemblée, si décidée le 22 juin, revient brusquement sur ses décisions, et, le 15 juillet, elle lance en toute hâte un décret par lequel elle innocente le roi et se prononce contre la déchéance, contre la république. Dès lors, demander la république devient un crime.

Que s'est-il donc passé pendant ces vingt jours pour que les chefs révolutionnaires de la bourgeoisie aient si soudainement viré de bord et pris la décision de retenir Louis XVI sur le trône? A-t-il manifesté son repentir? A-t-il donné des gages de soumission à la Constitution? — Non, il n'y a rien eu de pareil! Le fait est que les meneurs bourgeois ont aperçu de nouveau le spectre qui les hantait depuis le 14 juillet 1789 : *le soulèvement du peuple!* Les hommes à piques étaient descendus dans la rue et les provinces semblaient prêtes à se sou-

(1) Voir le n° 49, du 8 avril 1905.

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

lever, comme en août 1789. Le spectacle seul des milliers de paysans accourus des villages voisins, au son du tocsin, sur la route de Paris, et ramenant le roi dans la capitale — ce spectacle seul leur avait donné le frisson. Et maintenant, voilà que le peuple de Paris se levait, s'armait et demandait la continuation de la révolution : la république, l'abolition des droits féodaux, l'égalité sans phrases. La loi agraire, la taxe du pain, l'impôt sur les riches n'allaient-ils pas devenir des réalités?

Non, plutôt le roi-traître, plutôt l'invasion étrangère que la reprise de la révolution populaire!...

Voici pourquoi l'Assemblée se hâta de mettre fin à toute l'agitation républicaine en bâclant, le 15, ce décret qui mettait le roi hors de cause, le rétablissait sur le trône et déclarait criminels ceux qui demandaient que la révolution reprît son mouvement ascendant.

Sur quoi les Jacobins, ces prétendus meneurs de la Révolution, après une journée d'hésitations, abandonnèrent les républicains qui se proposaient de provoquer le 17 juillet, sur le Champ de Mars, un vaste mouvement populaire contre la royauté. Et alors, la bourgeoisie contre-révolutionnaire, sûre de son affaire, rassembla sa garde nationale bourgeoise, la lança contre le peuple désarmé réuni autour de l'autel de la « patrie », fit déployer le drapeau rouge, proclama la loi martiale, et massacra le peuple, les républicains.

* *

Alors commença une période de franche réaction qui alla s'accentuant jusqu'au printemps de 1792.

Les républicains, auteurs de la pétition du Champ de Mars, qui demandait la déchéance, furent évidemment poursuivis. Danton dut passer en Angleterre (août 1791). Robert (franc républicain, rédacteur des *Révolutions de Paris*), Fréron et surtout Marat durent se cacher.

Profitant d'un moment de terreur, la bourgeoisie s'empressa de limiter davantage les droits électoraux du peuple. Désormais, pour être *électeur*, il fallut, en plus des dix journées de travail payées en contributions directes, posséder en propriété ou en usufruit *un bien*, évalué de 150 à 200 journées de travail, ou bien être fermier d'un bien évalué à 400 journées de travail. Les paysans, on le voit, étaient absolument privés de tous les droits politiques. Si ce décret devenait une réalité, la bourgeoisie se serait mise à piller tout ouvertement les biens communaux, sans rencontrer le moindre obstacle, sauf l'émeute. Et ce ne fut que la révolution du 10 août 1792 qui empêcha l'exécution de ce décret.

Après le 17 juillet, il devint dangereux de s'appeler, ou d'être appelé républicain, et l'on verra bientôt le révolutionnaire Roget traiter « d'hommes pervers », qui n'ont « rien à perdre et tout à gagner dans le désordre et l'anarchie » ceux qui demandent la destitution du roi et la république.

Peu à peu la bourgeoisie s'enhardit, et c'est au milieu d'un mouvement royaliste prononcé, au bruit d'ovations enthousiastes faites au roi et à la reine par la bourgeoisie parisienne, que l'Assemblée Constituante se sépara, après que le roi eut accepté et solennellement juré, le 14 septembre 1791, la Constitution qu'il trahissait le même jour.

Le gouvernement passait ainsi aux mains de l'Assemblée Législative, élue au suffrage restreint et évidemment encore plus bourgeoise que l'Assemblée Constituante.

* *

Et la réaction s'accentuait toujours! Vers la fin de 1791, les meilleurs révolutionnaires finissaient par désespérer complètement de la Révolution. Marat la croyait perdue. « La révolution, écrivait-il dans l'*Ami du Peuple*, a échoué... » Il demandait que l'on fît appel au peuple, mais on ne voulait pas l'écouter. « C'est une poignée d'infortunés » (de gens pauvres), disait-il dans son journal du 21 juillet, « qui ont fait tomber les murs de la Bastille! Qu'on les mette à l'œuvre, ils se montreront comme le premier jour, ils ne demandent pas mieux que de combattre contre leurs tyrans; *mais alors ils étaient libres d'agir, et maintenant ils sont enchaînés*. » Enchaînés par les meneurs, bien entendu. « Les patriotes n'osent plus se montrer », dit toujours Marat le 15 octobre 1791, « et les ennemis de la liberté remplissent les tribunes du Sénat et se trouvent partout. »

Voilà ce que devenait la Révolution à mesure que les bourgeois et leurs « intellectuels » triomphaient.

Ces mêmes paroles de désespoir, Camille Desmoulins les répétait au club des Jacobins, le 24 octobre 1791. Les réactionnaires ont tourné, disait-il, le mouvement populaire de juillet et d'août 1789 à leur profit. Les favoris de la Cour parlent aujourd'hui de la souveraineté du peuple, des droits de l'homme, de l'égalité des citoyens, pour tromper le peuple, et ils paradent sous l'habit de la garde nationale pour saisir ou même acheter les places de chefs. Autour d'eux se rallient les suppôts du trône. Les démons de l'aristocratie ont fait preuve d'une habileté infernale...

Prudhomme disait ouvertement que *la nation était trahie par ses représentants et l'armée par ses chefs*.

Mais Prudhomme et Desmoulins pouvaient du moins se montrer. Quant à un révolutionnaire populaire, comme Marat, il dut vivre pendant dix-huit mois en cachette, ne sachant quelquefois où trouver un asile pour la nuit. On a très bien dit de lui qu'il plaidait la cause du peuple, la tête sur le billot. Danton, sur le point d'être arrêté, était parti pour Londres.

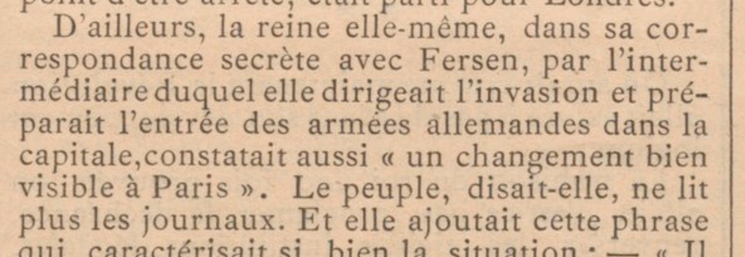
D'ailleurs, la reine elle-même, dans sa correspondance secrète avec Fersen, par l'intermédiaire duquel elle dirigeait l'invasion et préparait l'entrée des armées allemandes dans la capitale, constatait aussi « un changement bien visible à Paris ». Le peuple, disait-elle, ne lit plus les journaux. Et elle ajoutait cette phrase qui caractérisait si bien la situation : — « Il n'y a que la cherté du pain qui les occupe et les décrets », écrivait-elle le 31 octobre 1791.

La cherté du pain — et les décrets! Le pain pour vivre et continuer la révolution — car il en manquait dès octobre! Et les décrets contre les prêtres et les émigrés, que le roi refusait de sanctionner!

La trahison était partout, et l'on sait aujourd'hui qu'à cette même époque, fin 1791, Dumouriez, le général girondin qui commandait les armées de l'Est, complotait déjà avec le roi. Il lui adressait un mémoire secret sur les moyens de mater la révolution! On trouva ce mémoire après la prise des Tuileries, dans l'armoire secrète qui fut faite pour Louis XVI dans un mur par le serrurier Gamin.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

CROCS ET GRIFFES



Il est toujours utile de parcourir le compte rendu des séances de la Chambre des députés et du Sénat. Celle du 11 avril au Sénat est intéressante à plus d'un titre.

C'est à propos du budget des postes et télégraphes, dont le chapitre 21 porte une subvention de 10.683.000 francs au service maritime de New-York et des Antilles. Un M. Cabart-Danneville demande au Sénat de réduire de 645.500 francs cette subvention versée à la Compagnie transatlantique. D'après la convention qui la lie à l'Etat, cette compagnie s'était engagée, en effet, à mettre en service, à des dates fixées et contre le payement annuel d'une somme de dix millions, trois paquebots sous peine d'une amende de 500 francs par jour de retard. Or, il y avait eu 1.291 jours de retard. L'amende de 645.500 francs proposée par le « père conscrit » n'était donc que l'application du cahier des charges.

Le ministre Bérard ne fut pas de cet avis; le retard dans la mise en service était, d'après lui, imputable à des cas de force majeure, qu'il se garda bien d'ailleurs d'énumérer.

M. Cabart expliqua ces cas de force majeure. La non-application de l'amende, dit-il textuellement, tient aux liens d'amitié (dorés évidemment) entre le Directeur de la Compagnie transatlantique et M. Millerand (qui était alors ministre du Commerce et qui est président de la commission des primes à la marine marchande).

Partout où il y a quelque chose de trouble, nous sommes certains de retrouver S. E. Millerand.

Neuf voix seulement votèrent la réduction proposée, ne voulant pas se rendre complices du vol manifeste commis par la compagnie de concert avec les ministres.

C'est le cas ou jamais de se répéter avec François Coppée : « Je ne dis pas qu'il ne se trouve au Parlement quelques hommes de désintéressement; mais comptez sur vos doigts, vous n'aurez pas même besoin d'ouvrir les deux mains... »

A. MARTIN.

La Prospérité américaine

La grande Amérique, nous dit la presse de Rockefeller, Morgan, Gould et Cie, jouit d'une prospérité de plus en plus croissante. Au moment de la réélection de Théodore Roosevelt, celui-ci fut baptisé par elle « le candidat de la prospérité. »

Ce sont les mots qui se lisaient sur son portrait dans tous les journaux et revues à la solde de la haute finance.

Voyons donc cette grande prospérité américaine.

Afin d'assurer sa réélection, le président Roosevelt fit publier sur ladite prospérité un rapport qui s'adresse spécialement aux ouvriers.

M. Roosevelt constate que ce sont les ouvriers américains qui réalisent le plus d'économies, soit 36.000.000 de dollars par an, ce qui est incontesté.

L'honorable président, nous dit que le revenu moyen d'une famille d'ouvriers, composée de cinq personnes : le père, la mère et trois enfants est actuellement de 827 dollars 19 sous. Il y a généralement dans chaque famille deux ou trois personnes qui gagnent un salaire; ce qui ferait pour chaque personne qui travaille, en admettant que deux gagnent un salaire, une somme de *413 dollars*, soit une moyenne de 1 dollar 37 par jour, pour un mois de vingt-cinq journées. En 1890, la moyenne des salaires était de *442 dollars*.

Ces familles d'ouvriers de cinq personnes qui sont la base du rapport Roosevelt, seraient au nombre de 2.567 pour tous les Etats de l'Union américaine, et le président de la prospérité nous donne le « bill » de dépense pour une

de ces familles, que je traduis dans toute sa teneur.

	dollars.
Bœuf frais	50.05
Bœuf salé	5.26
Porc frais	14.02
Porc salé	13.89
Autres viandes	9.78
Volaille	9.49
Poisson	8.01
Œufs	16.79
Lait	21.32
Beurre	28.76
Fromage	2.62
Lard	9.35
Thé	5.30
Café	10.74
Sucre	15.76
Mélasse	1.05
Farine et méal (1)	16.76
Pain	12 44
Riz	2.05
Pommes de terre	12.93
Autres légumes	18.50
Fruits	16.52
Vinaigre et épices	4.12
Autres aliments	20.40
Total pour aliments	326.90

Mais à cette somme de 326 dollars 90 sous, M. Roosevelt oublie d'ajouter les autres dépenses de ménage qui se décomposent alnsi :

	dollars.
Loyer	99.53
Dettes et intérêts d'hypothèque	12.15
Chauffage	32.21
Eclairage	8.15
Vêtements	107.90
Impôts	5.76
Assurances	20.98
Cotisations pour sociétés	8.99
Dépenses pour la religion	7 60
Charité	2.39
Meubles et ustensiles	26.28
Distractions et amusements	12.30
Livres et journaux	8.38
Liqueurs	12.45
Tabac	10.91
Maladie et décès	20.52
Autres dépenses	45.14
Ce qui, avec les 326. 90 d'alimentation, font un total général de	768.54

Ces chiffres extraits du *Bulletin of the Bureau of Labor*, du mois de juillet 1904, seraient plutôt au-dessous de la vérité. Et ces statistiques sont données avec la plus grande précision mathématique; c'est un témoignage de vérité que nous devons aux statisticiens de *the Departement of Commerce and Labor*, ministère du Commerce et du Travail, qui cependant n'éprouvent pas beaucoup de sympathie pour les idées émancipatrices du prolétariat. Ainsi, par exemple, il est calculé que le loyer d'une maison d'ouvriers représente le 12 0/0 du salaire de la famille. C'est par ce calcul qu'une famille de salariés, dont le revenu annuel est de 827 dollars 19 sous, occupe un « shack » et non un « home » comme il est dit pompeusement dans le rapport Roosevelt, à raison de 99 dollars 53 sous par an, soit environ 8 dollars 29 sous par mois. Or, ceux qui ont comme moi parcouru les Etats-Unis un peu dans tous les sens, peuvent affirmer que dans des villes comme New-York, Boston, Philadelphie, Saint-Louis, Chicago, San Francisco, une famille ne peut se loger tant soit peu convenablement, à moins de 13 dollars par mois. A la campagne et dans certaines villes où le trade-unionisme n'a pas une très grande influence, les loyers sont certainement moins élevés, mais ils ne faut pas compter moins de 10 à 12 dollars par mois.

(1) Méal, orge ou avoine grillé, que l'on mange avec du lait, ordinairement pour le déjeuner.

Mais combien de familles vivent à quatre et cinq personnes dans un même réduit sombre et infect.

Sur ce chapitre je n'oserais m'étendre plus longuement. Aussi je m'abstiendrai de citer les remarques qui ont été faites par la presse socialiste sur le rapport du candidat de la prospérité. Cependant je crois devoir signaler celle-ci : « Cette somme de 20 dollars 52 sous, dit la presse du quatrième Etat, que dépense par an en cas de maladie ou de décès une famille composée de cinq personnes : le père, la mère et trois enfants ne pourrait suffir à payer le « bill » d'une semaine du médecin chargé des soins du chien de Mme Vanderbilt. » Ce fait qui pourra surprendre beaucoup de personnes du vieux monde, n'est ici qu'une simple banalité.

Sans doute, c'est incontestable, les ouvriers privilégiés au nombre de 3.500.000 pour les Etats de l'Union, économisent bien par an 36.000.000 de dollars.

Mais combien économisent, de leur côté, les patrons de ces ouvriers?

M. Lawson avoue QU'EN UNE SEULE SEMAINE, aidé par le trust du cuivre (Rockefeller et Royen) et grâce à sa savante administration, *the Amalgamated Copper trust* a pu réaliser CETTE MÊME SOMME DE 36.000.000 DE DOLLARS, soit l'économie ouvrière d'une année.

Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que Mme John Jacob Ustor dont la grande presse a reproduit dernièrement le portrait avec un légitime orgueil, ait pu battre le record de l'élégance américaine en dépensant pour ses frais de toilette, non compris les fleurs, la parfumerie et les bijoux, 36.200 dollars.

Dans aucun pays du monde, le capitalisme ne s'était montré sous une forme aussi odieuse et aussi ignoble qu'en Amérique.

Sous peu, la grande Amérique deviendra la propriété d'un trust composé d'une douzaine d'archi-milliardaires, ayant à sa tête Rockefelier qui incarne en lui la force financière et la force politique des Etats-Unis.

La petite finance, la petite propriété, sont absorbées avec une force de plus en plus intense par les « trusts » ; le petit commerce va de jour en jour à la faillite et à la ruine, pendant que les trusts réalisent des milliards de dollars.

Chaque jour notre propagande se simplifie et nous n'aurons plus bientôt qu'à citer des faits et à énumérer des chiffres.

LAURENT CASAS

A NOS LECTEURS

C'est à partir du prochain numéro que notre supplément littéraire sera illustré d'un dessin sur la double page d'intérieur.

Ces dessins seront signés Hermann-Paul, P. Iribe, Villemot, Kupka, Delaw, Luce, Roubille, Delannoy, Vallotton, Grandjouan, van Rysselberghe, Agard, Hénault, Lebasque, Naudin, Cam. Lefèvre, Steinlen, etc. Celui de la semaine prochaine sera de Roubille.

Faisons remarquer en passant que ce sont des collaborations originales qui nous sont promises.

Bien entendu, cela ne sera qu'un essai qui, pour commencer, se fera au détriment de quelques pages du texte. Mais si la tentative réussit, et que nous trouvions assez d'acheteurs pour couvrir les frais que cela comportera, le supplément reprendra ses huit pages de texte ; nous y ajouterons huit pages nouvelles de dessins.

D'autre part, il y a un service que nous demanderions à ceux qui s'intéressent à la diffusion du journal.

Presque tous nos lecteurs sont des clients serieux pour libraires. Ils peuvent, s'ils insistent, obtenir que le libraire où ils se servent, affiche, en bonne place, le dessin qui se trouvera à l'intérieur du journal.

Le pliage est combiné pour que le dessin se voie en ouvrant le journal.

Il faut suppléer au manque de publicité.

J. GRAVE.

Sous l'uniforme. — Pendant des manœuvres de service en campagne, une compagnie du 1er bataillon du 122e de ligne (Montpellier) reçut l'ordre de traverser une petite rivière, la Mosson, à un endroit où l'eau était assez profonde. Les soldats de l'active se préparèrent à obéir. Mais les réservistes manifestèrent leur répugnance, à tel point que le lieutenant qui commandait n'insista pas et les conduisit à un endroit plus facile à traverser. Survint le capitaine qui, furieux de voir que la manœuvre n'était pas exécutée conformément aux ordres donnés, engueula les réservistes. D'après une lettre d'un de nos amis, le capitaine ayant demandé au lieutenant : « Quelle est la carpe qui a refusé de marcher? » le lieutenant lui aurait répondu : « La première carpe, c'est vous. » Et le capitaine, devant l'attitude des hommes, n'aurait rien répliqué.

De retour au quartier, le capitaine interrogea individuellement les réservistes, en s'efforçant d'établir qu'il y avait eu entente. Il parvint à faire dire à quelques-uns qu'ils auraient passé le cours d'eau si leurs sergents n'avaient hésité eux-mêmes, et il punit les sergents de prison.

Après le départ du régiment, ajoute notre correspondant, les réservistes se réunirent et envoyèrent une dépêche au ministre de la guerre. Celui-ci fit ouvrir une enquête, et plusieurs sergents ont été remis en liberté. CH.

❖ ❖

Un ami me signale un jugement rendu par le tribunal correctionnel de Saint-Etienne, présidé par M. Roppert, dont j'ai dévoilé la partialité dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*. Les balances qui lui servent à débiter la justice ne doivent pas souvent être visitées par le vérificateur des poids et mesures. Quon en juge :

Un ouvrier mineur était, il y a environ six mois, écrasé par une automobile et mort s'ensuivait. Comme toujours, l'automobile allait à une allure excessive. D'ailleurs, pour les seigneurs de la finance, au prix où en est la vie des ouvriers, on peut bien en écraser quelques-uns.

Après une enquête *laborieusement conduite*, puisqu'elle a duré cinq mois, jugement a été rendu :

1° Sur le fait d'homicide par imprudence, acquitté.

2° Sur le fait de vitesse excessive : 6 francs d'amende.

La logique voudrait que puisqu'il y avait vitesse excessive, et puisque cette vitesse a occasionné l'accident suivi de mort, il devrait y avoir condamnation pour homicide par imprudence. Mais la logique, le bon sens, les juges s'en moquent, Roppert plus que les autres. Peut-être bien que quand les ouvriers se seront rendu compte que tous les Français ne sont pas égaux devant la loi, que devant les tribubunaux leur vie n'a aucune valeur, ils ne remettront plus à d'autres, à des Roppert, le soin de la défendre et se feront justice eux-mêmes.

Les routes sont à tous et pour tous. Si les chauffeurs de la haute l'oublient, nous devrions le leur rappeler.

ROUSSET-GALHAUBAN.

❖ ❖

L'affaire Jambet. — *Lorient, 23 avril.* — C'est lundi 17 avril que notre camarade est passé pour la seconde fois devant le tribunal correctionnel.

Afin de prévenir le retour des manifestations qui avaient eu lieu lors de l'arrestation de notre ami, d'énergiques mesures d'ordre avaient été prises et des gendarmes de Groix, Hennebont, Port-Louis,

Auray, etc., avaient été appelés. La défense était assurée par Mes Barleron, de Lorient, et Lagarde, de Paris, et l'accusation soutenue par le substitut Forcade, vénérable de la loge maçonnique, ce qui l'empêche pas de s'être constitué à Lorient le persécuteur des ouvriers. Sur un violent réquisitoire de ce digne fonctionnaire et malgré les bons certificats que ne put refuser la *direction des constructions navales*, la première condamnation à 40 jours de prison et 105 francs d'amende est maintenue.

C'est un nouveau verdict de classe à ajouter à tant d'autres rendus déjà par la magistrature bourgeoise de la troisième république.

Mais voici, touchant la même affaire, de la part des hauts sinécuriers du port, quelques procédés d'administration que je crois utile de signaler aux lecteurs des *Temps Nouveaux*.

Le 8 avril, Kerihuel, secrétaire du syndicat des travailleurs du port, transmettait au directeur des constructions navales une demande de congé d'un mois en faveur de Jambet et de Bretonnic, tous les deux détenus. Refus de la direction. Seconde lettre du camarade Kerihuel demandant les raisons de ce refus. Séance tenante, celui-ci est alors convoqué au bureau du directeur, où il lui est signifié par l'amiral Melchior lui-même, qu'aucune permission ne sera donnée à des ouvriers en prison préventive ou purgeant une condamnation.

On se demande pourquoi ?

Quelques jours après, l'amiral Melchior faisait placarder dans les ateliers de l'arsenal, une affiche contenant, avec une lettre du substitut Forcade, la lettre du camarade Kerihuel, *photographiée* afin, sans doute, de montrer aux ouvriers les quelques fautes d'orthographe qu'elle contenait et de tourner par là en ridicule le secrétaire du syndicat.

M. Melchior concluait ainsi son petit speech :

« De telles explications sautent tellement aux yeux qu'elles seraient inutiles; je les donne cependant pour montrer à quel point l'intervention du syndicat, déjà peu recevable en principe, en matière de discipline, est hors de propos dans le cas actuel. »

Nous rappelons à M. Melchior que les syndicats sont faits pour *intervenir* auprès des patrons ou contre les patrons toutes les fois que les intérêts des ouvriers sont en jeu, que ces patrons soient de simples civils ou des amiraux.

E. Poulain.

MONOGRAPHIES

Fontenoy-le-Château (Vosges).

Vieille petite ville, ayant beaucoup perdu de son importance, située dans l'étroite vallée du Couey, à la limite de la Haute-Saône, traversée par le canal de l'Est, peuplée de 2.000 habitants, et dominée par les ruines d'un donjon féodal.

Le pays est plutôt pauvre. De grandes forêts de chênes, où l'on façonne des traverses pour les chemins de fer, — des carrières de grès, où l'on taille des meules de toutes dimensions, — des plateaux occupés par des champs et des prés peu fertiles, cultivés plus ou moins routinièrement par de petits cultivateurs, — des étangs poissonneux, exploités à frais communs par plusieurs propriétaires. Sur les collines autour de la ville, des milliers de cerisiers avec les fruits desquels se fabrique un kirsch renommé. La loi sur les bouilleurs de cru n'est pas très populaire ici.

Comme industrie, une brasserie, employant une vingtaine d'ouvriers, travaillant 12 heures, gagnant de 3 à 4 francs par jour. Une clouterie (il y en avait deux autrefois) avec 80 ouvriers, payés à la tâche et se faisant quotidiennement de 4 à 6 francs. Deux fabriques de couverts à bon marché, ayant ensemble environ 50 ouvriers, dont les salaires varient de **trente-cinq sous** à 3 francs.

A Fontenoy, ce sont les femmes qui nourrissent les hommes. Toutes sont brodeuses. Leur spécialité est le chiffre. Leurs travaux ont été souvent primés dans les concours et s'exportent jusqu'en Angleterre. Elles gagnent 3 francs par jour en moyenne. Les plus habiles peuvent atteindre 5 ou 6 francs.

Beaucoup d'indigents. La consommation de l'alcool est assez importante (de 25 à 30 débits). Les principales distractions sont la manille en hiver, les quilles en été. L'ouvrier de Fontenoy est trop insouciant et vit trop à l'écart du mouvement moderne, pour avoir des idées socialistes. Il ne s'occupe guère de politique qu'en temps d'élection, et, par habitude, vote pour les cléricaux. Quant aux bourgeois, quelques-uns sont radicaux, mais la majorité est réactionnaire par intérêt.

D...

MOUVEMENT OUVRIER

L'action prépondérante des anarchistes au sein du mouvement syndical ne laisse pas d'inquiéter certains socialistes.

A leur congrès éteignoir, quelques-uns d'entre eux se réjouissaient déjà et s'en allaient répétant que « l'Unité » aurait pour premier résultat d'exclure les anarchistes des syndicats.

Ces bons apôtres ne tarderont vraisemblablement pas à déchanter. La place que se sont faite les anarchistes au sein du mouvement syndical, ils la doivent à leur seule activité, et, leur activité continuant, il est à croire qu'il ne la perdront pas.

Tout en ne s'émouvant pas outre mesure des menaces des professionnels de la politique, les camarades feront bien de serrer les coudes plus fortement que jamais.

L'Unité socialiste!! c'est le triomphe du réformisme, et le syndicalisme tel que nous le comprenons ne peut être que révolutionnaire.

Camarades des syndicats, défendez-vous, et défendez contre les réformistes et les politiciens le beau mouvement que vous avez su créer.

❖ ❖

Le 1er mai s'annonce comme devant, cette année, prendre une certaine envergure. La *Voix du Peuple* donne une longue liste de villes où auront lieu des réunions et des manifestations.

Dans un certain nombre de villes, on annonce même que le chômage sera complet.

Par les soins de la Confédération, une affiche a été placardée dans toute la France, faisant appel à la solidarité ouvrière.

Cet appel sera certainement entendu.

❖ ❖

La grève de Limoges est terminée. La fusillade a donné satisfaction à la morgue de l'exploiteur Haviland qui a consenti à se priver des services de son digne collaborateur Penaud. Celui-ci ne reprendra pas son poste.

Malheureusement, à la suite de l'accord survenu entre les délégués patrons et ouvriers, ceux-ci ont signé une convention que, pour ma part, j'aurais préféré voir rédiger dans des termes moins mortifiants pour les travailleurs.

En effet, si Penaud part, le nommé Sautour — autre contremaître dont le renvoi était demandé — conserve ses fonctions à la fabrique Ch. Haviland. De plus, la rédaction de l'article 1er, dans lequel il est dit que la délégation ouvrière « reconnaît la liberté du patron quant à la direction du travail et au choix de ses préposés », ressemble par trop à un blâme à l'adresse des ouvriers, étant données les causes qui déterminèrent cette grève.

❖ ❖

Maintenant que la grève est terminée, et que notre brillante armée a à son actif un cadavre français de plus, peut-être n'est-il pas inutile de revenir sur les faits qui amenèrent la fusillade.

MM. les socialistes, toujours courageux lorsqu'il s'agit de fuir les responsabilités, vont partout répétant que « ce sont les libertaires qui ont entraîné la foule vers la prison, dans le but de délivrer les ouvriers emprisonnés », et que cela était folie. Si nous en croyons les faits, les « libertaires » ont été suivis par la foule : c'est donc que celle-ci partageait les sentiments de nos camarades. Pour notre part, nous ne saurions les en blâmer, au contraire. Le révolutionnarisme de MM. les socialistes, purement verbal, contraste évidemment avec l'action dont les « libertaires » ont fait preuve dans ces quelques journées.

C'est en effet à nos camarades que l'on impute également les premières barricades, et pour ma part je dis que, quoi qu'il soit advenu, nos camarades n'ont pas à regretter d'avoir agi comme ils l'ont fait. L'on peut même dire que si le patronat limousin, qui se montrait si insolent et si irréductible, à été appelé à capituler, c'est grâce a l'énergie et à la vigueur de ces « libertaires » sur qui l'on essaie aujourd'hui de rejeter toutes les responsabilités.

Les vrais, les seuls responsables de la fusillade qui a couché à terre le malheureux Vandelle et blessé quelques autres travailleurs, ce sont les traîneurs de sabre qui ont commandé le feu contre des ouvriers justement révoltés, c'est cette 11e compagnie du 78e de ligne qui demain pourra inscrire sur son drapeau cette nouvelle victoire remportée sur des travailleurs en grève. C'est, plus haut encore le préfet et le gouvernement tout entier contre lequel les socialistes se sont payé la comédie d'une interpellation qu'ils savaient sans danger.

❖ ❖

Aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre, les ouvriers ont repris le colier. Toutefois il reste encore sous les verrous quelques malheureux que l'on a cueillis au hasard et que l'on voudrait, comme d'habitude, charger de tous les crimes, alors que le véritable coupable, l'officier de la Légion d'honneur Théodore Haviland, est libre et va pouvoir exploiter à nouveau les milliers de malheureux qui sont obligés, pour vivre, de travailler à nouveau sous sa coupe.

P. S. — Les journaux ont publié dimanche dernier l'information suivante :

« Cinquante-trois individus, arrivés dans la soirée d'avant-hier et signalés à la Sûreté générale comme anarchistes, ont été reçus à la descente du train par M. Gerschell, commissaire central, et priés d'aller porter plus loin leurs excitations. »

Inutile de dire qu'il n'y a rien de vrai dans cette stupide information lancée par la police pour justifier son utilité.

A Paris, la grève des mouleurs continue toujours. Le comité de la grève a reçu l'aide des fondeurs anglais et irlandais de *The Friendly Society of Iron Founders*, avec promesse de nouveaux secours si la grève persiste.

Coûte que coûte, les patrons capituleront.

Aux ateliers métallurgiques de Fives-Lille, grève de solidarité qui n'a duré que 48 heures. 1.500 ouvriers réclamaient le renvoi d'un contremaître insolent et insupportable. La direction a fait droit à la demande des ouvriers.

Le secrétaire du syndicat a cru, dans une réunion ultérieure, devoir blâmer ses camarades d'avoir agi sans l'autorisation du syndicat.

C'est là une drôle de conception du syndicalisme et de la liberté.

A Cabanasse, près de Perpignan, grève d'ouvriers maçons, terrassiers, tailleurs de pierres, occupés à la construction d'une voie ferrée. Les grévistes sont au nombre de 350 environ. Ils ont tenté l'assaut de la maison habitée par un entrepreneur. Une compagnie du 12e d'infanterie et plusieurs brigades de gendarmes « assurent l'ordre ».

P. Delesalle.

❖ ❖

Nantes. — La grève des dockers est terminée. Effrayés par les troubles, les armateurs ont enfin répondu. Ils accordent tout, excepté pour le salaire de l'heure, qu'ils ont augmenté seulement de 0 fr.05 au lieu de 0 fr. 15 que demandaient les grévistes.

La grève des inscrits maritimes continue toujours: ils demandent que l'exploiteur Bauron ne puisse plus embaucher.

Enfin les boulangers, au nombre de 300, ont déclaré la grève. Ils réclament le travail de jour et se montrent très énergiques. Tous les jours, ils parcourent la ville et les faubourgs en chantant l'*Internationale* et le *Ça ira* et les gendarmes sont obligés de protéger les patrons qui travaillent encore.

Ce sont les soldats, ainsi que quelques patrons, qui fournissent le pain aux habitants.

F. Cas.

❖ ❖

Firminy. — Il y a quelques jours, je signalais les agissements d'un contremaître du montage à l'usine Verdié. Aujourd'hui, c'est du contremaître de la tréfilerie que je veux dire un mot. Celui-ci entre en fureur quand il voit les étiquettes de la Confédération en faveur de la journée de 8 heures. Les copains, qui le savent, se font un malin plaisir de le faire rager en en collant partout : sur les piles, sur les machines, brouettes, voire même dans leur dos, sur la veste ou le gilet.

Aussi, pour faire passer sa mauvaise humeur, s'en prend-il aux camarades qui, assez conscients pour cela, se refusent à faire des heures supplémentaires. Trois de ceux-ci se sont vu infliger une mise à pied de deux jours.

De tels ac[illegible] dénotent bien peu d'intelligence

chez celui qui les commet. Qu'a donc à perdre Poirier — c'est le nom du type — à ce que les ouvriers fassent les journées moins longues ? Je vois bien ce qu'il peut y gagner, mais ne vois pas ce qu'il y peut perdre. Il est vrai que les gardes-chiourmes ont une mentalité toute particulière et une âme d'esclave. Ils se plaisent dans la servitude, ce qui, à l'occasion, ne les empêche pas de se prétendre émancipés. Tel Poirier qui se dit socialiste et a brigué un mandat de conseiller municipal.

Farceur, va !

ROUSSET-GALHAUBAN.

❖ ❖

SALEUX, 12 *avril*. — Voici quelques renseignements sur la grève qui vient d'avoir lieu ici.

La grève a été déclarée parmi les ouvriers de l'usine Cauvin parce que le travail de la réparation des bâches avait été transporté dans une localité où se payent des salaires de famine.

Il s'est passé durant cette courte lutte des faits caractéristiques. Un magasin d'étoupes de lin a été la proie des flammes; des vitres ont été brisées, des machines à coudre détériorées, etc., etc.; les maisons des rénégats qui avaient voulu continuer le travail ont été saccagées, etc., etc. Le patron, maire et député, commanda lui-même la charge, et cela à deux reprises différentes, en disant : « Chargez, chargez. Tuez-moi toute cette canaille. » Et les soldats obéissent. Quatre camarades en train de jouer aux cartes sont chargés. L'un d'eux reçoit pour sa part quatre coups de sabre sur la tête.

En un mot, la lutte a été violente, mais la pression patronale et les provocations gendarmesques aidant, un tiers des ouvriers ont repris le travail au bout de huit jours de lutte, entraînant bientôt le reste. A l'heure actuelle, la grève est terminée et il reste une centaine de victimes. Les gendarmes sont toujours là, car l'autorité sait qu'il y a, parmi ceux-là, des hommes qui ne sont pas décidés à se laisser mourir de faim. Deux camarades sont arrêtés et poursuivis arbitrairement pour incendie volontaire, et l'enquête suit son cours. Quatre autres passent mardi en correctionnelle. Mais ceux qu'on aurait voulu supprimer sont toujours là. La lutte n'est pas finie.

V. CLENET,

Secrétaire du Syndicat du textile de Saleux.

ESPAGNE

Les camarades de Barcelone se demandent si le drame de Montjuich ne va pas avoir une nouvelle édition.

A la suite d'un meeting organisé par plus de 30 sociétés ouvrières dans le Palais des Beaux-Arts — meeting nommé le meeting des affamés, et qui avait pour but de protester contre la crise économique qui sévit dans toute l'Espagne, aussi bien qu'à Barcelone, réduisant 40.000 ouvriers barcelonais au chômage — 20 ouvriers de cette ville ont été arrêtés et incarcérés. Pourtant, la plupart d'entre eux n'assistaient point au meeting en question et n'avaient, par conséquent, pu prendre part aux troubles qui eurent lieu à la sortie.

Cela n'empêche pas les juges espagnols de vouloir impliquer ces camarades dans un soi-disant complot. *Le complot de la faim*, sans doute.

Ce complot de la faim atteint d'ailleurs des proportions telles, que le gouvernement espagnol vient de prendre des mesures *énergiques* pour l'enrayer, à Madrid. Il vient d'autoriser dans cette ville, la création de dépôts de blé, de moulins et de boulangeries municipales, pour y régulariser et y faire baisser le prix du pain.

Cependant la famine continue en Andalousie. Dans quelques localités de cette province, les rares ouvriers qui travaillent touchent 1 fr. 25 par journée de travail et même 90 centimes à Utrera, près de Séville.

A Jérez, la foule voyant que les processions, organisées par la bourgeoisie pour demander au ciel de la pluie, ne calmaient pas sa faim, assaillit une voiture chargée de 200 pain, s'en empara, et s'en rassasia sur place.

R. FROMENT.

❖ ❖

SUISSE

L'action directe. — Mardi et mercredi, 11 et 12 avril, devaient avoir lieu à Bevaix les tirs de combat de la première école de recrues. Les vignerons de Bevaix, qui avaient pris lundi soir l'engagement d'être dans leurs vignes le lendemain, parce que le gouvernement neuchâtelois n'avait pas encore résolu la question des indemnités aux propriétaires des vignes comprises dans la zone de tir à grande distance, s'y trouvèrent et y restèrent, malgré des sommations réitérées, jusqu'à ce que le Département militaire les eût convoqués pour le lendemain. Mais, faute des garanties qu'ils voulaient obtenir le jour même, les vignerons menacèrent de renouveler mercredi leur manifestation ; aussi le chef du Département militaire cantonal, M. Droz, dut-il se rendre mardi soir encore à Bevaix et céder aux demandes des intéressés, tout en se réservant d'en référer au Conseil d'Etat.

(*Le Journal de Genève.*)

* *

ARGENTINE

Suite inattendue d'un coup de main militaire. — Comme suite à la correspondance de Buenos-Aires que nous avons publiée dans le numéro 49, notre camarade A. S. Frean nous écrit, de cette même ville, que Ghiraldo, directeur du journal anarchiste quotidien *la Protesta*, arrêté, avec d'autres militants, après le coup de main militaire, a été envoyé — sans ombre de jugement, à ce qu'il semble, et par mesure administrative, comme en Russie — à la Terre de Feu. Nos lecteurs savent ce qu'est la Terre de Feu. Disons, d'un mot, que le séjour en est meurtrier pour tout homme habitué aux climats tempérés. Alberto Ghiraldo faisait de trop bonne besogne, il fallait le supprimer, et les républicains de l'Argentine n'hésitent pas. Parmi les fondateurs de la République française, c'est Thiers qu'ils ont pris pour modèle et déjà ils trouvent moyen d'être plus cyniques que lui.

COLORADO

La politique au Colorado. — *Pueblo 2 avril.* — Les luttes qui se sont poursuivies dans l'Etat du Colorado, depuis les élections de novembre, autour du siège du gouverneur, peuvent donner aux socialistes parlementaires un échantillon de la façon dont les capitalistes savent se moquer des lois, des constitutions et des majorités. Dans le numéro 42 des *Temps Nouveaux*, j'ai donné un aperçu des procédés employés par les grandes compagnies pour empêcher le gouverneur réellement élu d'entrer en fonctions et le remplacer par une de leurs créatures.

Voici les déclarations du sieur Waldron, avocat général de l'Etat, et quelques-unes des phrases les plus typiques du discours qu'il prononça à la commission d'enquête nommée pour la frime :

« Vous n'êtes liés à aucun principe légal qui doit vous gouverner. »

« Quand il s'agit de décider des questions politiques comme celles-ci, on doit se gouverner par des raisons absolument différentes de celles de la vie quotidienne et privée.

« S'il s'agissait de la propriété d'une botte de foin, l'évidence dont vous avez besoin en tant que jury ne serait peut-être pas suffisante, mais les conclusions où vous devez arriver dans cette contestation, en tant que législateurs, doivent vous amener à dire que l'intérêt de l'Etat exige que celui qui conteste aujourd'hui l'élection doit obtenir le siège de gouverneur...

« Cette contestation pour le siège de gouverneur n'est pas une question de justice, mais de parti...

« Celui qui, comme homme privé, ne dirait pas le plus petit mensonge et ne volerait pas une livre de charbon, a le droit, quand il siège comme législateur, de voter dans le seul intérêt de son parti et sans égard pour autre chose...

« Si la législature croit de l'intérêt supérieur de l'Etat de déposer un gouverneur ou n'importe quel officier d'Etat, elle peut le faire sans regarder qui était réellement élu : aucun pouvoir n'osera le nier... »

Voici d'autre part, quelques extraits des déclarations du gouverneur déposé, M. Alva Adams.

« La force a triomphé.

« Quatre-vingt-quinze pour cent des citoyens du Colorado savent que Peabody n'était pas réellement élu... Je crierai à la face du monde que la majorité de la législature ne représente pas plus le peuple au Colorado, que l'infamie ne représente la vérité...

« Les grandes compagnies ont fourni le fonds de corruption le plus élevé qu'on ait jamais vu dans l'Ouest et la majorité de la législature s'est jetée dans leurs bras... »

« Je préfère rester honnête homme dans la vie privée que d'être gouverneur à un sale titre. Le vol aux voleurs ! »

On a flanqué à la porte, avec le gouverneur élu, un certain nombre de députés et de sénateurs du parti démocratique. Et l'on ne s'arrêtera pas là. Le maire de Denver y passera aussi. A l'heure actuelle le gouverneur, deux tiers des sénateurs et députés avec la cour suprême sont à la solde et au service des grandes compagnies.

A. KLÉMENCIC.

VARIETES

L'ABC de l'Astronomie [1]

(Suite)

IV. — A L'ÉQUINOXE D'AUTOMNE.

A minuit, sur l'horizon Sud de Paris peuvent être observées les constellations suivantes :

LE CARRÉ DE PÉGASE.

Andromède, avec sa grande et belle nébuleuse, une des plus vastes du ciel entier.

Entre le carré de Pégase et le Taureau, les *Poissons* et le *Bélier*.

La *constellation de la Baleine*, dont les étoiles plongent jusqu'au dessous de l'horizon. La Baleine renferme six étoiles de 3e et deux de 2e grandeur. La plus curieuse étoile de la Baleine est la variable *Mira*.

A l'Occident de la Baleine se montrent les constellations du *Verseau* et du *Capricorne* et, tout à fait au Sud et rasant l'horizon, le *Poisson Austral* avec Fomalhaut, belle étoile de 1re grandeur.

* *

Toutes ces étoiles qui illuminent le ciel nocturne de leur douce clarté, et que la vision télescopique moderne évalue à plus de cent millions, ne nous paraissent fixes et inaltérables qu'à cause de leur immense distance. En réalité, leur intensité lumineuse est sujette à de profondes variations, et leurs mouvements dans l'espace infini s'effectuent avec une rapidité égale et même supérieure à celle des planètes.

Depuis Hipparque, il y a des étoiles qui ont diminué, d'autres qui ont augmenté d'éclat, il y en a aussi qui se sont éteintes définitivement, D'autres encore ont changé de nuance. Il en est aussi qui sont apparues subitement, ont brillé d'un éclat éblouissant pendant quelques jours, mois ou années, pour disparaître ensuite.

Parmi plusieurs étoiles, on a constaté des variations d'éclat périodiques. Cette périodicité est parfois si précise qu'elle a pu être calculée d'avance. En dehors des étoiles blanches bleuâtres, dorées ou rougeâtres, qui sont l'énorme majorité, on en connaît également de vertes, d'émeraude, de nuance saphir, topaze, grenat, etc., etc.

Etant donné le point de vue subjectif qui est généralement le nôtre, nous pouvons dire que les mouvements propres des étoiles sont à

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*.

la fois microscopiques et télescopiques. Microscopiques, car leur déplacement *apparent* est, en raison de l'abîme qui nous en sépare, absolument insignifiant; télescopiques, car leur deplacement *réel* est énorme et rapide.

Arcturus, par exemple, qui gravite à 324 trillions de kilomètres de notre système, s'approche de nous — mouvement d'Arcturus et de notre monde solaire combiné — de 66 kilomètres par seconde et il lui faut néanmoins huit siècles pour offrir à notre rayon visuel un déplacement égal en largeur au diamètre apparent de la Lune.

Le soleil dont le mouvement propre est le plus accéléré des soleils connus du ciel entier, *1830 Groombridge* est un petit astre de la septième grandeur dans la constellation de la Grande Ourse, situé par 11 h. 45 m. d'ascension droite et 50°21′ de distance polaire. Elle se déplace annuellement de 7″, ce qui fait pour son mouvement *réel* plus de 300 kilomètres par seconde et 255 ans environ pour se déplacer dans le ciel, d'une façon *apparente*, de la largeur du diamètre lunaire.

Parmi les étoiles de première grandeur, qui sont animées d'un mouvement propre rapide, supérieur à la moyenne, il faut citer après Arcturus, Procyon et Sirius, dont les mouvements sont respectivement de 1″,26 et 1″,32.

Notre Soleil, si longtemps considéré comme immobile, se dirige, d'après la comparaison des mouvements stellaires, déterminés au spectroscope par M. Campbell, à raison de 19 kil. 89 par seconde vers un point du ciel qui est un peu au Nord de l'étoile μ de la constellation d'Hercule et qu'on désigne de la façon suivante :

Ascension droite = 266°; distance polaire = + 31.

Un des résultats les plus surprenants des mouvements stellaires est de modifier les figures des constellations, qui, comme nous l'avons dit, loin d'être des groupements physiques ne sont que des groupements optiques, un simple effet de perspective.

Ainsi les constellations de la Grande Ourse, d'Orion et de la Croix-du-Sud, pour ne citer que ces trois, offraient, il y a cinquante mille ans, des figures très différentes de celles que nous admirons aujourd'hui. Dans cinquante mille ans encore, les étoiles qui les composent se seront de nouveau déplacées suffisamment pour changer complètement leur aspect actuel.

A la reculée de cinquante mille ans la Grande Ourse formait une croix allongée. Dans cinquante mille ans, d'ici elle se sera de nouveau modifiée et ne serait plus reconnue par les observateurs du présent s'ils pouvaient la voir dans ce lointain avenir, car sur les sept étoiles qui la composent, la première et la dernière, Alpha et Eta, se dirigent dans un sens opposé aux cinq autres et, en outre, la vitesse n'est pas égale pour chacune d'elles.

Ces cinq étoiles, Bêta, Gamma, Delta, Epsilon et Zeta forment, soit dit entre parenthèse, un groupe physique.

Dans cinquante mille ans également, la constellation d'Orion aura aussi subi une transformation très sensible. La ligne, presque droite, que forment, à l'heure actuelle, les *Trois Rois*, se sera modifiée par ce fait que l'étoile ε se sera posée au-dessous de l'étoile δ qu'elle paraîtra toucher et que Procyon, du Petit Chien, et Aldébaran, du Taureau, se seront considérablement rapprochés de cette constellation de laquelle ils feront partie.

Quant à Sirius, il sera venu se placer au pied d'Orion, ce qui allongera encore cette figure gigantesque.

Le petit tableau ci-joint donne la vitesse avec laquelle les principales étoiles s'éloignent et s'approchent de notre système solaire :

Etoiles qui s'éloignent de nous :

Noms des étoiles	Vitesse par seconde en kilom.
α Couronne	77
Castor	45
Procyon	43
Capella	43
Régulus	37
Sirius	35
α Orion	35
β Pégase	32
Aldébaran	30
β Orion	30
β, γ, δ, ε, ζ Grande Ourse	30

Etoiles qui s'approchent de nous :

α Grande Ourse	74
α Andromède	72
Véga	75
Arcturus	66
γ Lion	66
Pollux	64
α Cygne	64
η Grande Ourse	51
α Hercule	50
δ Cygne	37
γ Cygne	32

F. Stackelberg.

(A suivre.)

Je voudrais dire tout le bien que je pense d'une petite plaquette de vers intitulée : *En Révolte* (1), tout en m'excusant d'avoir tant tardé à en parler. Cette plaquette, dont l'auteur est Antoine Nicolaï, est déjà épuisée, ou à peu près, je crois; et c'est dommage. Car tous les révolutionnaires pourraient y trouver, sous une forme solidement littéraire, un énergique et puissant souffle de révolte vraiment passionnant. D'ailleurs, nous aurons la satisfaction d'en donner ici fréquemment des extraits, car presque tout est à reproduire.

André Girard.

* *

M. Léon Chaîne est un catholique pratiquant, qui croit, il le proclame, à la divinité du Christ, à l'infaillibilité du pape, à l'omnipotence de l'Eglise, et à toute la sainte boutique.

Cependant sa foi ne va pas sans quelque esprit critique. S'il croit aux dogmes, il entend rester libre de se guider dans la vie sociale d'après sa façon de les interpréter. Et, horreur! il se permet même parfois de critiquer l'interprétation de ses pasteurs, lorsque cette interprétation ne lui semble pas conforme à ce qu'il croit, lui, être le vrai christianisme.

C'est le résultat de cette critique qu'il nous donne dans le volume *Les Catholiques français et leurs difficultés actuelles* (2).

Ce fut l'affaire Dreyfus qui poussa M. Chaîne à élever la voix. Sans s'occuper des croyances religieuses de Dreyfus, sans s'embarrasser des considérations extra-sociales qui inspirèrent les défenseurs de la chose jugée, il fut frappé par les arguments de ceux qui proclamaient l'illégalité du jugement, et, devant le déni de justice commis, il pensa que l'idée de justice primait celle de croyance, et se rangeant du côté de ceux qui réclamaient la revision, il fut amené à reprocher aux catholiques de s'être abstenus, ou d'avoir soutenu le parti de l'injustice, ce qui l'entraîna à passer en revue la société actuelle : le militarisme, le nationalisme, le paupérisme, et un peu tous les dogmes sociaux.

Fervent chrétien de l'Evangile, il reconnaît sans peine que le militarisme, le nationalisme sont antichrétiens et doivent disparaître.

Mais, après avoir démontré les méfaits du militarisme, notre auteur ayant à citer les gloires dont chaque pays peut s'enorgueillir, commence à mettre en première ligne, des noms de conquérants! Ce n'est qu'un détail ; mais cela démontre combien il est difficile de se débarrasser de sa première éducation.

Pour le paupérisme, il reconnaît que la situation des travailleurs est misérable, qu'elle demande une amélioration sérieuse ; seulement son remède est de faire appel aux bons sentiments des exploiteurs. Cela est insuffisant. Tous les exploiteurs seraient-ils pris d'un excès d'amour à l'égard de ceux qu'ils emploient, que l'organisation économique restera ce qu'elle est, la situation des travailleurs sera toujours au-dessous de leurs besoins.

M. Chaîne dit qu'il est criminel et fou « d'avoir interrompu, pour parler le langage d'Henri Heine et de Jaurès, la vieille chanson qui a si longtemps bercé la douleur humaine. Que les pouvoirs publics devraient comprendre la nécessité sociale de la religion ; qu'ils ne pourront jamais la remplacer avec avantage par des augmentations de police et de gendarmerie » !

Et c'est bien là le crime que nous, anarchistes, reprochons aux religions : c'est d'avoir bercé la douleur humaine, d'avoir endormi les générations par leur mirage de réparation dans une vie future ; d'avoir contribué à faire durer l'exploitation et la misère ici-bas par des promesses menteuses de récompenses après la mort.

Vous avez fait voir le mal, nous dit-on; mais vous n'apportez pas le remède. Non, nous n'avons pas la prétention d'apporter de remède; nous le cherchons, nous aussi. Mais n'est-ce donc rien que d'arracher le masque aux imposteurs et de forcer les gens à voir la vérité ? Personne ne peut faire le bonheur des autres; que tous ceux qui souffrent de l'état social actuel, comprennent que c'est cette organisation sociale qui les broie et cherchent à en sortir.

Le livre de M. Chaîne est le livre d'un homme de bonne volonté, dont le cerveau n'a pas été complètement déprimé par les croyances religieuses. Mais ses efforts sont vains. L'esprit religieux se meurt, et la sincérité de quelques-uns n'empêche pas qu'il ne soit une entrave à l'évolution et un mensonge.

Quelles que soient les concessions que quelques esprits plus éclairés — et de plus politiques aussi — fassent aux découvertes scientifiques, essayant d'accommoder leur foi avec ce qui s'impose, l'esprit scientifique n'en est pas moins la négation de l'esprit religieux. Lorsque l'erreur sert aux habiles à masquer l'exploitation des faibles, l'erreur est à combattre doublement. L'évolutionniste ne peut respecter la croyance d'autrui, si sincère soit-elle. La recherche de la vérité comporte la bataille contre tout ce qui tend à entraver son affirmation.

Quant aux catholiques, leur attitude présente aussi bien que celle des temps passés, elle est là pour démontrer à M. Chaîne qu'il perd son temps à leur parler raison. Ils ne peuvent pactiser avec la vérité, puisqu'elle tend à démolir leurs dogmes. Lorsqu'ils avaient le pouvoir, ils en usèrent pour la persécuter sous toutes ses formes et toutes leurs forces aujourd'hui sont tendues à reconquérir le pouvoir perdu, pour réduire leurs adversaires au silence. Ceux qui, comme M. Chaîne, viennent leur parler d'en revenir au véritable esprit chrétien des origines, n'y gagneront qu'une chose, c'est d'être chassés du troupeau comme des apostats.

J. Grave.

❖ ❖

Nous avons reçu :

Le Socialisme moderne, par J.-B. Severac; 1 broch. 1 franc. — *La Coopération en Grande-Bretagne*, par Beatrice P. Webb; 1 vol., 3 fr. 50.— *La Charité criminelle*, par le Dr Thulié; 1 vol., 3 fr. 50 : tous trois chez Cornély, 101, rue de Vaugirard.

La resistenza operaria, P. Delesalle, Tipografia Moderna, via del Giardino, 114, Rome.

Vyvlastnèni, Kropotkine, Nakladem, M. Kachy, Praha-Zizkov 711.

Que vaut l'alliance russe ? par M. Rouffie; 1 broch., 0 fr. 60, *Pages Libres*, 17, rue Séguier.

A lire :

L'affaire Buret-Desamblanc, par Estève ; *Pages Libres*, n° 224.

(1) *En Révolte*, par Antoine Nicolaï; 1 plaquette (épuisée), 0 fr. 75.

(2) Chez Storck, 16, rue de Condé.

Correspondances et Communications

— **La Scène Libre**, Cercle lyrique et théâtral de Montrouge, se met à la disposition des groupes, syndicats, U. P. et coopératives pour l'organisation de leurs fêtes.

Adresser la correspondance au camarade secrétaire, au siège, 34, rue du Marché, Grand Montrouge.

Cours de dictions et répétitions sous la conduite du camarade Laurent, des théâtres de Paris, tous les mercredis, à 8 heures du soir, au siège.

— **L'Action Théâtrale** se met à la disposition des groupes, syndicats, universités et des coopératives pour l'organisation de leurs fêtes.

L'Action Théâtrale se charge de fournir les pianistes et orchestre.

Pour la correspondance, s'adresser au secrétaire, à l'U. P. Mouffetard, 76, rue Mouffetard.

— **La Grande Famille**. — Au mois de janvier dernier, je signalais au président de la Ligue des Droits de l'homme, l'inique condamnation dont venaient d'être victimes le caporal Leblanc et le soldat Potereau, envoyés aux compagnies de discipline, pour avoir écouté, dans une auberge, une conférence anarchiste.

M. de Pressensé me communiqua une copie de la lettre, adressée par la Ligue au ministre de la guerre et dans laquelle il est réclamé, en termes énergiques, qu'il soit mis fin de suite à cet odieux déni de justice et que les soldats frappés soient rappelés en France.

Il est grand temps, en effet, que leur supplice cesse.

Les dernières nouvelles que j'ai reçues d'eux me font craindre qu'un séjour plus prolongé, en Afrique, leur soit funeste et leurs vieux parents attendent leur retour, avec angoisse.

J'aime à croire que la Ligue des Droits de l'homme se préoccupera de la suite donnée à cette première démarche, et ne laissera pas dormir sa protestation dans les cartons ministériels.

E. G.

EN VENTE

Nous venons de faire réimprimer Guerre, Patrie, Caserne, *de Ch. Albert, couverture d'Agard, et* Machinisme *de Grave, couverture de Luce.*

Nous avons également fait un premier tirage de : Entretien d'un philosophe avec la Maréchale de..., — *par Diderot, couverture de Grandjouan.*

Cette dernière est une fine critique de la morale révélée, et, par ces temps d'anticléricalisme à la mangeur de prêtres, une très bonne brochure à répandre pour aider aux esprits à comprendre que c'est surtout à la cause qu'il faut s'attaquer, si on veut voir disparaître les effets.

Prix : 7 francs le cent, 7 fr. 60 par colis en gare; 8 fr. 10 pour l'extérieur, desservi par colis postaux.

Notre prochain numéro contiendra une étude de notre ami Kropotkine : *La révolution en Russie.*

Malgré l'avis mille fois répété, il nous arrive des convocations le mercredi et le jeudi. — Ceux qui veulent voir insérer leurs communications doivent nous les envoyer pour qu'elles nous arrivent le mardi au plus tard.

— **A. I. A.** (Section du XXe). — Réunion le 1er mai, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section la Coopérative Communiste du XXe, rue des Maronites, 27.

Cours d'Espéranto.

— **Cercle d'Etudes sociales du XIIe**. — Samedi 29 avril, à 8 h. 1/2, salle Gambrinus, 209, rue de Charenton, grand meeting public sur le 1er Mai, avec le concours de nombreux orateurs, parmi lesquels Charles Malato, Han Ryner.

— **La Coopérative Communiste du XXe**, 27, rue des Maronites (20e arr.). — Samedi 29 avril, à 9 h. du soir, causerie par un camarade.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, répartition des denrées.

— **Association Théâtrale Communiste**. — Dimanche 30 avril, salle de l'Université Populaire du XIVe, 13, rue de la Sablière, soirée familiale. On jouera *Victoires et Conquêtes*, de Courteline ; *Le Portefeuille*, de O. Mirbeau, et *Mariage d'argent*, de E. Bourgeois.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

— **Groupe antimilitariste de Chantenay**. — Réunion les 1er et 3e mercredis de chaque mois, au siège, chemin du Bungnian, pâtis de la Fourmilière.

— PUTEAUX. — Le samedi 29 avril, à 8 h. 1/2 du soir, grand meeting, salle du Centenaire, 48, rue des Entrepreneurs. Ordre du jour : L'arrivée d'Alphonse XIII; L'expédition du Maroc. Orateurs dont la présence est assurée : Chauvière, député, Malato, Liard-Courtois, Almereyda.

Il sera perçu 0 fr. 30 pour frais de salle. — Les femmes et les enfants sont invités gratuitement.

— PERPIGNAN. — **A. I. A. des Travailleurs**. — Réunion de la section samedi 29 courant au bar Sautarel (Variétés). Causerie par un camarade : Le militarisme passé et présent, comparaison.

Adresser la correspondance à M. Vassols, secrétaire, 34, rue du Four Saint-François.

— **Groupe libertaire « Germinal »**. — Dimanche 30 courant à 8 heures du soir, au café Sautarel (Bar des Variétés), causerie par un camarade sur l'essai d'une coopérative.

Adresser la correspondance à Jean Simian, 33, rue Fontaine Neuve.

— LILLE. — **Les camarades se réunissent tous les samedis à 8 heures, chez Bernard-Leroux, 52, rue de Roubaix.**

Samedi prochain, causerie par un copain.

— **A. I. A.** (Section de Lille). — Réunion tous lee lundis à 8 heures, au siège, brasserie Faidherbe, 30 *bis*, rue de Tournai.

— LORIENT. — **Jeunesse syndicaliste de Lorient.** — A l'occasion du 1er mai, matinée-concert : *L'éternelle misère*, drame social en un acte de Félix Baudoin ; *La première salve*, drame antimilitariste en un acte de Rouquès; *Crosse en l'air*, grande apothéose finale par tous les camarades de la Jeunesse Syndicaliste.

Entrée gratuite. Nous invitons les jeunes à venir en grand nombre.

— LYON. — **Jeunesse Syndicale de Lyon** — Réunion le dimanche 30 avril, à 9 heures du matin, Bourse du Travail.

— MONTCEAU-LES-MINES. — **Jeunesse Syndicaliste de Montceau-les-Mines.** — Réunion le dimanche 30 avril, à 1 h. 1/2, café Bayet, rue du Nord. Urgent.

A partir du 1er mai, envoyer les correspondances pour la J. S. au camarade Pierre Larue, à Bellevue Saint-Vallier (Saône-et-Loire.)

— **A. I. A.** (Section de Villeurbanne). — Dimanche 30 courant, à 8 heures du soir, salle du Petit Pré-au-Clerc, cours Lafayette, 270, soirée familiale avec causerie. Lecture d'une circulaire du Comité National concernant le congrès.

Petite Correspondance

D. P., Marseille. — L'essai sera fait.

Au camarade qui nous a envoyé le morceau de A. Karr. — Ira très bien.

Anonyme. — Reçu les fleurs. Merci. Elles font très bien sur la table.

A. C., à Alger. — 2 francs, plus frais d'envoi.

A. G. — Merci. Pour le moment nous avons des camarades qui font la besogne. Je prends note pour quand il y aura besoin.

Libero Tancredi, Milan. — C'est ce que nous disons chaque numéro. Sur des événements aussi importants, nous préférerions des faits.

A. G. — Reçu copie. Merci. Ira. Sauf « L'Epée », déjà publiée.

L. H., à Fougerolles. — Tout abonnement en cours est acquis au journal. Des brochures de notre catalogue, si vous voulez. Nous ne sommes pas « La maison qui n'est pas au coin du quai ».

G. C., à Côme. — J'ai expédié les deux numéros de la *Révolte*.

Paris à Morat. — J'envoie les numéros demandés.

Reçu pour la famille Chandelier : Collecte à Oakland, par L. M., 6 dollars (30 fr.). — E. D., à Melun, 1 fr. 50. — A. G., 1 fr.

Nous avons reçu pour les familles des morts et blessés de Limoges : Ne pas manifester en curieux, 5 fr.

Nous les faisons parvenir à la Bourse du Travail de Limoges.

D. P., à Orléans. — Oui, nous avons pris note.

G. B., à Deville. — Dessin bon comme facture et sujet; mais pas reproduisible au trait. Renvoyez-moi votre adresse pour explications détaillées.

V. d. B., La Haye. — 1092 Un socialiste-marxiste. — L., à Rouillac. — P., à Marseille. — J. P., à New-York. — Bourse du travail, La Rochelle. — A. G., à Mansourah. — T. L., à Verviers. — M. B., à Paris. — P. A, à Saint-Christophe. — C., à Rennes. — D., à Masseret. — T. M., à Vienne. — L. L., à Chaux-de-Fonds. — H. L., à Saint-Pardoux. — B., à Champigny. — J.-L. M., à Lorient. — P. E., à Peyrins. — B., à Paris. — K, à Lausanne. — B., à Bruxelles. — Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : K., à Pueblo, 2 fr. 30. — D., à New-York, 2 fr. — A. G., 1 fr. — Paris à Morat, 13 fr. — E. M., 5 fr. — Merci à tous.

Nous avons fait tirer quelques bandes-affiches pour annoncer la transformation des *Temps Nouveaux*. Nous en tenons de toutes timbrées à la disposition des camarades de province qui voudraient en apposer dans leur localité.

TABLE DES MATIÈRES DE LA 10e ANNÉE

Agoumer (C.-B. d')

Du positivisme à la philosophie libertaire, n° 1.

Anonymes

La répartition de la fortune en Prusse (*La Justice*), n° 11. — La Série rouge en Russie (*Le Matin*), n° 14. — Le travail des fileuses (*La Justice*), n° 16. — Un bourgeois, n° 16. — Tracasseries policières, n° 39. — Anniversaire de Pierre Lavroff, n° 40.

Bresselle (Dr L.)

Mort à la guerre, n° 28.

C. (H.)

Derrière la façade bourgeoise, n° 35. — Choses judiciaires, n° 36.

Casas (Laurent)

Une visite à l'Exposition de Saint-Louis, n° 12. — Le clou de l'Exposition de Saint-Louis, n° 23. — Le trade-unionisme et l'esprit du peuple américain, n°s 25, 26, 27, 29. — Notes supplémentaires à l'étude sur « Du trade-unionisme américain », n° 34. — La prospérité américaine, n° 52.

Catonné (Amédée)

Art, n° 22. — L'art et l'Etat, n° 38. — Tolstoï, n° 43. — Aux Indépendants, n° 50.

Ch. (H.)

Mentalités de gouvernants, n° 47.

Charles Albert

Les secrets de notre défense, n° 4. — Millerand l'astucieux et Combes l'honnête, n° 7. — Pourquoi et comment entreprendre une définition de l'art, n°s 20, 22, 23, 24, 25. — Ils n'oseraient pas ! n° 26. — Le cas Syveton et l'esprit de parti, n° 35. — Vive la Russie ! A bas le tsar ! n° 39. — Bravo, Delcassé ! n° 41. — Et d'un !... n° 43. — Le tolstoïsme et la révolution, n° 45. — La 21e exposition des Artistes indépendants, n° 49. — Jurisprudence pour lois scélérates, n° 51.

Charpentier (John-L.)

Nouveaux dialogues des morts, n°s 3, 4. — La mère pratique, n° 20. — Contre la tolérance d'opinions, n° 24. — Un cas de conscience, n° 35. — Post-scriptum à l'article « Un cas de conscience », n° 38. — Les défenseurs de l'autocratie, n° 48.

Chaughi (René)

Jeux de princes, n° 6. — Tableaux de mœurs, n° 11. — Une société internationale d'art populaire et d'hygiène, n° 27. — Réflexions sur la guerre, n° 32.

Clemenceau (G.)

La politique du Gagne-Petit (*L'Aurore*), n° 5. — L'affaire de Neuvilly (*L'Aurore*), n° 10.

Cornélissen (Christian)

Notes sur une nouvelle internationale, n° 19. — A propos du congrès antimilitariste et de l'A. I. A., n° 21.

D. (Dr A.)

L'hygiène du vêtement, n° 4.

D. (Dr E.)

L'habillement du nouveau-né, n° 3. — L'alimentation du nouveau-né, n° 10. — L'alimentation du nourrisson, n°s 8, 10, 12, 13, 15, 17. — Les soins à donner au nourrisson, n° 19. — L'hygiène du nour-

risson, nos 23, 27, 29. — A propos de l'article de John-L. Charpentier, n° 37. — Les accidents du travail, n° 50.

D. (J.)

Questions indiscrètes, n° 16.

Delaisi (Francis)

Les gros intérêts privés et le parlementarisme (*Pages libres*), nos 36, 37.

Delesalle (P.)

Le communisme sans théorie, n° 4. — Les réformes de M. Millerand, n° 8. — Le congrès des parlementaires, n° 15. — La *Petite République* contre son directeur, n° 17. — Le congrès de Bourges, n° 21. — Sus au réformisme! n° 23. — Les profits capitalistes, nos 29, 42. — La loi de 10 heures et ses conséquences, n° 33. — Les néo-malthusianistes et le manque de produits, n° 36. — Pivoteau, n° 37. — Louise Michel, n° 38. — Les obsèques de Louise Michel, n° 39. — L'agitation antitsarienne, n° 40. — L'agitation en Russie, nos 43, 44, 46. — Légitime défense, n° 45.

Denauroy (Jean)

Les Salons, n° 2. — Exposition Claude Monet, n° 3.

Derré (Emile)

Réponse à l'article de J. L. Charpentier: « Un cas de conscience », n° 36.

Descaves (Lucien)

A propos d'histoires, n° 49.

F. (C.)

Solidarité? n° 24.

Fabbri (Luigi)

Le congrès de la Libre Pensée à Rome, n° 17.

Frigerio (C.)

La grève générale en Italie, n° 27.

Fortier (Alexis)

Choses d'Amérique, n° 51.

Francis

A propos du congrès antimilitariste et de l'A. I. A., n° 21.

Galhauban

Deux ans après, n° 19. — De-ci, de-là, nos 23, 25, 27. — L'union chez les mineurs, n° 42. — Remède pire que le mal, n° 50.

Girard (André)

Une grève nouvelle, n° 2. — Le congrès des Universités populaires, n° 5. — Solution pacifique, n° 13. — Bonne foi, n° 16. — La force des syndicats, n° 20. — Un moyen, n° 32. — Vivre, n° 37. — Gouvernants et gouvernés, n° 42. — Où est la source? n° 48.

Grave (J.)

L'union révolutionnaire, n° 1. — L'enseignement de la campagne électorale, n° 2. — Toujours sur l'union, nos 3, 4. — Au pays des mouchards, n° 3. — Assassins légaux, n° 6. — On ne garde que ce que l'on sait défendre, n° 10 — Solidarité sociale, n° 11. — Tu ne tueras pas!..., n° 14. — Waldeck-Janus, n° 16. — La société bourgeoise et ses « néo » défenseurs, n° 17. — Les massacres en Italie, n° 21. — Aux camarades, nos 25. — Campagne anti-policière, nos 26, 28. — Contre les tracasseries policières, n° 37. — Louise Michel, n° 37. — Et les principes? n° 40. — Théâtre, n° 40. — Bravo, Delcassé! n° 41. — On rétablit l'ordre, n° 51.

Guichard (Emile)

Lettre ouverte à Monsieur le Président de la Ligue des Droits de l'homme, n° 37.

Klemencic (A.)

La politique dans l'Etat du Colorado, n° 42.

Kropotkine (Pierre)

Les Girondins et les Anarchistes, n° 9. — L'abolition des droits féodaux, nos 29, 31, 34, 44. — L'arrêt de la révolution, n° 47. — La réaction en 1790 et 1791, n° 49, 52.

L. (E.)

Hommage à Victor Considérant (*L'Avanti*), n° 31.

L. (M.)

Son Exc. M. Antonio Maura y Montaner, n° 15. — Politique et Vérité, n° 18.

Larivière

Les Précieuses ridicules, n° 7. — Pensée libre et Libre pensée, n° 19.

Lefranc (Charles-Jean)

Réputations, n° 3. — D'une sentence collectiviste, n° 8. — Le vrai pouvoir, n° 15.

Léomin

Garde civique, n° 2.

M. (Dr A.)

Hygiène pratique: La question du corset, n° 34.

Mahoudeau (P. G.)

Indication des principales étapes de la phylogénie des Hominiens (*Revue de l'Ecole d'anthropologie*), nos 1, 2.

Moreau (A.)

Dans l'Argentine, nos 13, 36, 39.

Nieuwenhuis (F. Domela)

Le congrès international socialiste d'Amsterdam, n° 18.

Norvins (L. de)

L'homme le plus riche de la terre (*La Revue*), n° 6.

P. (M.)

L'émulation dans l'enseignement, n° 16. — Mort à la guerre, n° 29. — La bourgeoisie et le service militaire, n° 34.

Petit (Michel)

La révolution en Russie, n° 40. — A quoi servent les colonies? n° 46.

Pierrot (M.)

La lutte contre la tuberculose et la question des sanatoriums, nos 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 30, 31, 32, 33, 34. — Une subtile explication ou « Voilà comment votre fille est muette », n° 15. — L'esprit de révolte, nos 41, 43, 44, 45, 47, 48, 49, 50. — A propos de l'article du Dr E. D. sur les accidents du travail, n° 51.

Pratelle (Aristide)

La métamorphose des U. P., n° 30.

Pressensé (Francis de)

Les grèves et la République (*L'Humanité*), n° 8.

Pringault (François)

Mœurs journalistiques, n° 33.

Proscrit (Un)

Louis Malaquin, n° 8.

R. (G.)

A propos de l'article de John-L. Charpentier, n° 37.

Reclus (Elie)

Pages rétrospectives (*Des papiers inédits*), n° 7.

Reclus (Elisée)

La prétendue décadence anarchiste, n° 2.

Riverain du Bosphore

Promenades turques, n° 7.

Robertson (John M.)

Les capitalistes anglais et le travail d'esclavage (*L'Européen*), n° 11.

Romme (Dr R.)

Un enfer industriel (*La Revue*), n° 5.

Roulinat (C.)

Réponse à l'article de J. L. Charpentier : « Un cas de conscience », n° 36.

Segard (Dr)

Hygiène et solidarité, nos 10, 11, 12.

Séverin

Arrivistes, n° 9.

Stackelberg (Frédéric)

L'éducation au Japon, n° 6. — L'A B C de l'Astronomie, nos 20, 21, 24, 26, 28, 30, 33, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 51, 52. — Le congrès de Rome, n° 22. — La déviation néo-malthusienne, n° 30.

Tcherkesoff (W.)

Le sauveur du tsarisme, n° 14. — Hommage à Victor Considérant, n° 31.

Tournay (Gaston)

Au pays des mouchards, n° 1.

Ular (Alexandre)

Plehwe (*L'Européen*), n° 14.

Vido

Abdul-Hamid et François-Joseph, n° 10.

A travers les publications : nos 2, 9, 10, 20, 22, 28, 29, 32, 39.

Aveux et documents : nos 3, 5, 8, 9, 10, 17, 19, 23, 34, 44, 45, 46.

Beaux-Arts : nos 2, 3, 22, 49, 50.

Boîte aux ordures : nos 15, 17, 22, 30.

Convocations : tous les numéros.

Correspondances et communications : tous les numéros.

Crocs et griffes : çà et là.

Des faits : nos 1, 2, 6, 8, 12, 13, 16, 18, 20, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 35, 39, 42, 43, 44, 47, 48, 50, 52.

Mouvement ouvrier : tous les numéros.

Mouvement social : tous les numéros.

Musée des âneries : nos 15, 17, 18, 21, 28, 43.

Petite correspondance : tous les numéros.

BIBLIOGRAPHIE

Ajalbert (J.) : L'Auvergne, n° 6.

Alexieff (Nicolas) : La Russie et le Japon, n° 22.

Anonymes : Contre la police des mœurs, n° 6. — Histoire politique de l'Eglise catholique, nos 6, 29. — Libre Examen, n° 6. — Le Livre des Mille et une Nuits (trad. J.-C. Mardrus), n° 22. — L'armée aux grèves (lieutenant Z.), n° 32. — La grève générale et le socialisme, n° 45.

Baratier (Dr) : Comment on se défend contre les accidents de la menstruation, n° 14.

Basch (V.) : L'individualisme anarchiste, n° 7.

Bloy (Léon) : Mon journal, n° 29.

Chaîne (Léon) : Les catholiques français et leurs difficultés actuelles.

Chapoutot (Henri) : Le Livre d'or des officiers français de 1789 à 1815, d'après leurs mémoires et souvenirs, n° 13.

Chatterton-Hill (G.) : La physiologie morale, n° 32.

Clarnet (A.) : Les Juifs roumains, n° 8.

Da Costa : La Commune vécue, n° 2.

Delmas : Les menettes de Roumégoux, n° 3.

Fèvre (H.) : La traversée de l'enfer, n° 4.

Finot (Jean) : Français et Anglais devant l'anarchie européenne, n° 29.

Fischer (Dr) : Militarisme, n° 22. — Le rôle de la femme, n° 22.

Fontanès (E.) : La guerre, n° 29.

France (Anatole) : Crainquebille, Putois et quelques autres récits profitables, n° 8.

Frapié (Léon) : La maternelle, n° 32.

Galtier-Boissière (Dr) : La femme : conformation, fonctions, maladies et hygiène spéciale, n° 3.

Geffroy (G.) : L'apprentie, n° 3.

Grasserie (R. de la) : De l'ensemble des moyens de la solution pacifiste, n° 29.

Gros (J.-M.) : Le mouvement littéraire socialiste depuis 1830,, n° 18.

Guillaumin (E.) : La vie d'un simple, n° 2.

Huret (J.) : De New-York à la Nouvelle-Orléans, n° 22.

Labonne (Dr) : Comment on défend les garçons et les filles contre les accidents de la puberté, n° 14.

Laisant : L'éducation fondée sur la science, n° 14.

Leblond (Marius et Ary) : La sarabande, n° 14.

Lénard (Dr) : Comment on se défend contre les maladies sexuelles et contagieuses, n° 14.

Leroy (Maxime) : Le Code civil et le droit nouveau, n° 20.

Lumet (Louis) : Les cahiers d'un congréganiste, n° 38.

Margueritte (P. et V.) : La Commune, n° 1.

Mattachich (comte) : Mémoires inédits du comte Mattachich, n° 11.

Ménard (Louis) : Prologue d'une révolution, nos 13, 22.

Mirbeau (O.) : Farces et moralités, n° 2.

Moselly (E.) : Jean des Brebis, n° 6.

Nansouty (Max) : Actualités scientifiques, n° 29.

Naquet : L'Anarchie et le Collectivisme, n° 28.

Nicolaï (A.) : En Révolte.

Payot : Cours de morale, n° 48.

Philippe (Charles-Louis) : Marie Donadieu, n° 42.

Pol (Stéphane) : L'esprit militaire, histoire sentimentale, n° 18.

Pourot (Paul) : Le choix de la femme, n° 16.

Reclus (Onésime) : Lâchons l'Asie, prenons l'Afrique, n° 11.

Reinach (J.) : Histoire de l'affaire Dreyfus, n° 3.

Ruskin (John) : La Bible d'Amiens, n° 38.

Séailles : Education ou révolution, n° 47.

Sienkiewicz : *Quo vadis ?* n° 3.

Thomas (A.) : Le syndicalisme allemand, n° 22.

Toulouse (Dr) : Les conflits intersexuels et sociaux, n° 20.

Turot : Le prolétariat de l'amour, n° 20.

Weill : Histoire du mouvement social en France, n° 51.

Wells (H.-G.) : Anticipations, n° 2.

Wogt (W.) : La grande duperie du siècle, n° 18.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.